



## Rénovons Le Sport Français

---

### **Rentrée pour le moins tourmentée dans le monde du sport.**

Le 29 août, Denis Masseglia, Président du Comité national olympique et sportif français, réunit celui-ci en Congrès extraordinaire, en amont de l'invitation lancée à quelques parlementaires pour plaider la cause du sport dans le débat budgétaire à venir. Après un marathon de 8 mois sur la gouvernance, qui a vu les demandes qu'il portait au nom du mouvement sportif largement satisfaites, il part en croisade sur le financement du sport, suivant en cela les demandes répétées des présidents de fédérations et les inquiétudes remontées par les clubs.

Dans les médias, le mouvement sportif dénonce un « hold-up », défend un principe – l'argent du sport doit revenir au sport, pour le financer – et s'insurge donc contre le projet de plafonnement de la taxe Buffet (en vrai le durcissement dudit plafonnement) qui porte sur les droits TV de retransmission des rencontres sportives. Il met en exergue, depuis 2017, la perte de 67 millions d'euros de soutien budgétaire (hors rallonge pour les Jeux) sur un total de près de 520M€, soit une baisse de 13%, à laquelle s'ajoute la disparition progressive des emplois aidés. Une pétition se prépare ; un sondage national, une démission collective des présidents sont envisagés.

Le 4 septembre, démission fracassante de la Ministre des sports Laura Flessel. Quelques heures plus tard, Roxana Maracineanu la remplace. On sait qu'elle a du caractère, de la volonté.

Le 7 septembre, coup de tonnerre avec la publication par l'AFP de la lettre-plafond de Matignon demandant la suppression de 1 600 ETP au ministère des sports. Le courrier date du 26 juillet, mais n'avait pas fuité. C'est chose faite. La nouvelle glace tout le sport français.

Roxana Maracineanu réagit vite. Dans l'Obs du 9/9, elle dénonce « l'annonce brutale de suppressions de postes » (en pratique, c'est la fuite qui est brutale, puisqu'il n'y a pas eu « d'annonce »), promet des « solutions ».

Pour alimenter sa réflexion, notre association, Rénovons Le Sport français, forte de la diversité et de l'expertise de ses membres, souhaite mettre en avant les convictions suivantes, étayées dans notre rapport de juillet dernier (<https://renovons-le-sport->

1. Par-delà le sentiment légitime du choc, la famille du sport doit d'abord obtenir des clarifications. C'est le but du nouvel échange prévu avec Matignon. D'où vient ce chiffre de 1 600 ? Qui vise-t-il exactement ? Pourquoi arrive-t-il à la fin de 8 mois de concertation avec tous les acteurs, sans avoir été évoqué dans les débats ? Est-ce cela « la démarche de confiance envers le mouvement sportif » que le Premier ministre appelait de ses vœux ? Et pourquoi autant de suppressions de postes sur une période cruciale 2018-2022 durant laquelle la France doit se préparer aux Jeux ?
2. Collectivement, nous devons admettre que, comme tous les autres champs ministériels, le sport doit contribuer à la réduction du déficit public. D'abord parce qu'il faut tous être solidaires de l'effort engagé. Ensuite, parce que, quand un pays a 2 255 milliards de dette, il n'y a pas de petites économies. Enfin, parce que tout le monde sait que des gisements de productivité existent, notamment au ministère des sports dont la masse salariale a grossi de près de 80 M€ (de 243 à 322 M€) entre 2011 et 2016 ; ce n'est faire offense à personne que de rappeler tout haut ce que chacun dit tout bas.
3. Nous devons assumer l'idée que le ministère des sports doit se réformer. Pas être sabordé, ni englouti par son grand frère de l'Education nationale - ce serait bien réducteur de cantonner le sport à la jeunesse - mais réformé. Cette réforme doit être énergique, ambitieuse, mais surtout commencer par le commencement : la remise à plat des missions. Cela devait être fait dans le cadre de la concertation, ça ne l'a pas été, ou à peine. Or, tout part de là. Il n'est pas trop tard. Poussé notamment par l'inflation législative - 22 lois sur le sport dans les deux derniers quinquennats et un code du sport qui dépasse désormais les 300 articles le plus souvent conçus sans études d'impact - le ministère des sports s'agite et se disperse dans trop de directions, ne donnant souvent que des coups d'épée dans l'eau.
4. Nous devons acter que le nécessaire recentrage des missions, autour d'un Etat « stratège » et non plus opérateur, combiné à la perte de vitesse depuis des années des services déconcentrés de la Jeunesse et des Sports, justifient une baisse du nombre de CTS (conseillers techniques sportifs), mais dans des proportions et selon un calendrier qui doivent être à la fois beaucoup plus raisonnables et beaucoup plus concertés pour être pertinents. Et qu'ils justifient encore plus une modernisation vigoureuse de leur gestion avec pour maître mot la mobilité, puisqu'il s'agit de mieux tenir compte de la réalité des projets de terrain et des moyens de chaque fédération dans l'allocation des cadres d'Etat. Selon les dernières informations publiées par la Cour des Comptes, 80% des CTS sont concentrés sur 5 régions seulement, dont 50% dans la seule Ile-de-France !
5. Nous devons passer du discours à l'action pour accompagner le mouvement sportif dans la nécessaire évolution de son modèle économique. C'est ça la clé de l'autonomie, la vraie, bien plus que des droits de vote dans la nouvelle instance de gouvernance. C'est ça, la fin de la dépendance, de la vulnérabilité face à un Etat qui ne pourra plus distribuer le même niveau de subventions et allouer aux fédérations les mêmes ressources publiques que par le passé. Les fédérations doivent développer leurs ressources propres en nouant des partenariats de sport-santé, en organisant des

événements rentables avec les collectivités territoriales et le secteur privé, en déployant des infrastructures et des services adaptés aux attentes du public et aux nouvelles façons de faire du sport, en communauté, avec du digital, dans la nature, de façon plus que jamais ludique tout en restant sûre.

6. Tous ensemble, nous devons nous convaincre que cette réflexion sur le modèle économique est une opportunité pour les fédérations de s'ouvrir à d'autres acteurs et d'adapter en parallèle leur gouvernance (certaines le font) et pour le sport français de se rapprocher des entreprises, des grands groupes aux PME en passant par les start-up du numérique qui les aideront à passer le cap du digital et à mieux utiliser la richesse de leurs données, des professionnels de santé, des écoles et des universités, etc. Bref, qu'il faut désormais raisonner « écosystèmes » au lieu de laisser les fédérations inhibées par la peur de perdre un monopole sur l'organisation de leur discipline que personne en fait ne le leur conteste, puisqu'il a fait la preuve de son utilité.
7. Enfin, le monde du sport doit s'armer de profils plus diversifiés et se doter notamment d'une culture de l'efficacité de l'euro investi, ne plus vaciller sur ses chiffres (comment expliquer que les concours au sport de haut niveau varient du simple au double selon que l'on écoute le Ministère des Sports ou la Cour des Comptes), focaliser son attention sur les quelques indicateurs de performance véritablement utiles pour son pilotage et porter à l'unisson (y compris avec les quelques parlementaires qui ont compris tout l'apport du sport à la société) les arguments socio-économiques pour être entendu de Bercy et convaincre Matignon.

A quelques jours de la Fête du sport et du premier anniversaire de Lima, le sport français a rendez-vous avec son avenir. Sous des dehors rocambolesques, la rentrée du monde du sport, à l'approche cruciale du débat budgétaire, de la création de l'agence du sport et de la privatisation de la Française des Jeux, grande contributrice au financement du sport, est surtout stratégique.

#LeSportCompte



**Rénovons Le Sport Français**